

# Quand les Wallons font leur cinéma aux Québécois

**MONTREAL**

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

**M**ontreal. Ses silos désaffectés sur le vieux port, sa nouvelle (et splendide !) fresque géante représentant Leonard Cohen dans le centre-ville et, moins visible à l'œil du touriste, son industrie du cinéma, du jeu vidéo et des effets spéciaux.

Débordés par les demandes venues de Hollywood (3.000 emplois sont à pourvoir dans le secteur), les Québécois ont besoin d'aide. Une petite troupe de Wallons est venue proposer ses services à l'occasion d'une mission organisée par l'Awex (l'agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers), le fonds pour l'investissement Wallimage et le Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Dans la délégation, on trouvait des producteurs wallons à la recherche de coproducteurs québécois.

Il y avait aussi des créatifs comme Anthony Tueni. Il a expliqué son projet transmédiés auprès d'experts dans le cadre des rencontres de coproduction francophone, un événement annuel qui réunit près de 250 professionnels de la Francophonie. « Ça s'appelle "iTransfer". On parle de téléportation dans une websérie, puis via la réalité virtuelle et enfin dans un webtoon (une bande dessinée numérique NDLR). »

Puisque la téléportation permet par définition de se déplacer où l'on veut, il espérait convaincre des Québécois de s'investir dans le projet : « Je dois encore finaliser mon scénario mais j'ai eu l'intérêt de plusieurs productions pendant mon séjour. »

Cinq entreprises wallonnes spécialisées dans les effets spéciaux (dites « VFX » pour avoir l'air plus cool),

avaient également fait le déplacement. Leur objectif était de convaincre les Québécois de sous-traiter une partie de leur travail en Wallonie. L'accueil fut chaleureux mais le résultat final est mitigé.

La collaboration se heurte d'abord à la complexité des mécanismes wallons.

Au Canada, le crédit d'impôt, équivalent à notre tax-shelter, permet aux producteurs d'économiser 40 % de leur investissement grâce aux aides publiques. En combinant les différentes aides (tax-shelter, Wallimage...) on peut arriver à une économie similaire en Wallonie.

Le hic, c'est qu'il faut au moins avoir un coproducteur belge dans l'aventure, que l'œuvre soit européenne ou que l'on bénéficie d'un traité de production avec le pays. Or, ce que veulent sous-traiter les Canadiens, ce sont principalement des superproductions hollywoodiennes. Cela ne rentre donc pas dans les critères.

**Une solution qui pourrait permettre de débloquer la situation serait la création d'un nouveau fonds d'investissement public**

Bernard Devillers de la société Mikros basée à Liège, fait partie des sceptiques : « C'est utopique de penser que les studios canadiens vont venir. Il y a des choses plus simples à mettre en place pour envisager un vrai échange comme passer à un crédit d'impôt purement industriel. Quand ça se débloquera on pourra jouer dans la cour des grands. »

Philippe Reynaert, le directeur de Wallimage, est dans le camp des optimistes. Il propose une solution pour débloquer la situation : la création

d'un nouveau fonds d'investissement qui « n'interviendrait que sur les productions qui ne relèvent pas du tax-shelter. Cela permettra de travailler avec des pays qui ne sont pas dans les réseaux du tax-shelter ou de financer un type de travail qui ne rentre pas dans ces critères comme la publicité. »

Reynaert estime qu'une enveloppe de deux millions d'euros serait un bon départ. Cela permettrait de mesurer l'intérêt des Québécois pour la Wallonie.

Où trouver ces millions ? Au sein de Digital Wallonia, suggère Philippe Reynaert. Accrochez-vous, c'est presque fini. Digital Wallonia, c'est

une enveloppe conséquente (300 millions d'euros) qui a été débloquée pour soutenir le développement du digital en Wallonie. Selon Reynaert, ce fonds, désormais sous la tutelle du nouveau ministre de l'Économie Pierre-Yves Jeholet (MR), n'est pas épuisé.

On pourrait donc utiliser cet argent pour être aussi compétitif que le crédit d'impôt canadien. « Ça permettra de solidifier l'écosystème. Chaque fois qu'elles ont l'occasion de travailler sur des gros projets venus d'Amérique du Nord, les boîtes belges font des progrès formidables. »

Du côté du ministre Jeholet, on attend le rapport venu du Canada pour se prononcer mais le premier retour est plutôt favorable. « C'est un dossier que l'on suit de près et cela fait partie des pistes envisagées. »

Même si cette nouvelle aide financière était mise en place, il reste des freins. Les entreprises d'effets spéciaux en Wallonie manquent également de main-d'œuvre et de savoir-faire. « On forme les jeunes qui sortent des écoles, mais une fois qu'ils deviennent pro-

ductifs, ils partent, notamment au Canada, constate Michel Denis, patron de Benuts. Ils veulent travailler sur des films style Marvel, Fox, Warner. Des films à effets spéciaux de genre. Forcément, ce n'est pas en Belgique qu'ils vont avoir ce genre de projet. »

Le constat est similaire chez son collègue de Mikros : « La formation est le cœur du problème. On a vraiment des difficultés à trouver des gens. Il y a deux ou trois écoles en Belgique mais elles ne sont pas au niveau des françaises. »

Reste un atout auquel personne n'avait pensé avant de prendre l'avion : les Québécois parlent français. Ils préfèrent travailler avec leurs cousins wallons plutôt que des Indiens ou des Chinois.

Certains ont d'ailleurs accepté de « tester » les entreprises wallonnes. La collaboration est donc possible mais il faudra leur faire un prix d'amis. ■

**MAXIME BIERMÉ**

**ANIMATION****Le père Noël  
n'est pas  
une ordure**

Il s'appelle Laurent Abecassis. Quand il parle, on entend un Québécois. Il est d'ailleurs né au Canada. Laurent a pourtant grandi en Belgique et garde un attachement particulier envers notre pays. Cela fait vingt-deux ans qu'il travaille dans le domaine des effets spéciaux. En 2000, après avoir participé aux développements de séries dont « Lost » (il a reçu un Emmy Award pour le crash d'avion du premier épisode), il fonde Di-o-matic. Son but ? Créer des logiciels pour l'animation de personnages comme Bob l'éponge, les Schtroumpfs, ou encore Garfield. Leurs figurines décorent le bureau de l'entreprise où travaillent une dizaine de salariés, en plus des indépendants. Le succès est au rendez-vous. Ses logiciels ont été vendus à plus de 8.000 clients. Il y a deux ans, Laurent Abecassis

décide de passer du côté des créateurs. Il fonde une nouvelle société baptisée K6 Média Group. Il travaille actuellement sur un dessin animé issu de la BD « Petit Père Noël ». Il sera diffusé sur Radio Canada mais aussi Ouftivi (RTBF) et Ketnet (VRT) à la Noël 2018. *« En plus du dessin animé, on développe l'animation du personnage. Il sera possible d'interviewer le Petit Père Noël qui sera présent "physiquement" en réalité augmentée. »* Comme si le lapin Roger Rabbit était sur le fauteuil rouge de Michel Drucker et lui répondait en direct. Cette technologie peut être utilisée dans tous les domaines : chanteuse virtuelle, personnage historique qui sert de guide au musée...

La bonne nouvelle, c'est que Laurent Abecassis compte s'installer en Belgique dans les prochains mois. Parce qu'il manque de main-d'œuvre et qu'il a envie de former des jeunes de chez nous. Une bonne manière de convaincre certains geeks wallons de ne pas s'expatrier au Canada et de faire leur carrière en Belgique.

M.BMÉ